



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection  
des Populations de la Drôme  
Service Protection de l'Environnement**  
ddpp-env@drome.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES  
APPLICABLES À L'ÉLEVAGE DE VOLAILLES DE L'EARL DES PINATTES  
À CHARMES-SUR-L'HERBASSE  
AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

**Vu** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive « IED » (Industrial Emission Directive) ;

**Vu** le code de l'environnement, livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;

**Vu** l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté préfectoral régional n°2018-247 du 19 juillet 2018 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral régional n°2018-248 du 19 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°10-3297 du 10 août 2010 autorisant l'EARL DES PINATTES à exploiter un élevage de 56 000 emplacements de volailles ;

**Vu** le porter à connaissance déposé le 18 novembre 2021 par le pétitionnaire sollicitant une augmentation de 29 000 emplacements de volailles à l'effectif de l'autorisation initiale de 56 000 emplacements de volailles portant la capacité maximale autorisée à 85 000 emplacements de volailles ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 5 janvier 2022 ;

**Vu** la consultation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral du décembre 2022 ;

**Vu** les observations du pétitionnaire du 3 janvier 2022 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens I. de l'article R. 181-46 du code de l'environnement notamment pour une augmentation de 29 000 emplacements de volailles ;

**Considérant** que l'exploitation est déjà concernée par l'application de la directive IED ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du Comité Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

**Sur** proposition de la Secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°10-3297 du 10 août 2010 est modifié comme suit :

#### **« Article 1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation**

L'EARL DES PINATTES (dont le gérant est Monsieur Pascal CHAMPION) et Monsieur Medhy CHAMPION et dont les sièges sociaux sont 345 et 350 chemin des Cavaliers – 26260 Charmes sur l'Herbasse, sont autorisés à poursuivre l'exploitation d'un élevage de volailles de chair pour une capacité maximale de 85 000 emplacements sur la commune de Charmes sur l'Herbasse, au quartier Les Pinattes, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

### **Article 2 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°10-3297 du 10 août 2010 est modifié comme suit :

#### **« Article 2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :**

<i>Rubrique</i>	<i>Classement</i>	<i>Activité</i>	<i>Seuil du critère</i>	<i>Capacité du projet</i>
3660a	AUTORISATION	Élevage intensif	Plus de 40 000 emplacements de volailles	85 000 emplacements de volailles
4718 - 2b	DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel	Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	7,2 t
1532	DÉCLARATION	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues (paille)	Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	1 400 m <sup>3</sup>

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

## Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Lieu-dit	Surface bâtiment	Dénomination	Référence parcelles
CHARMES-SUR-L'HERBASSE	Les Pinattes	1206 m <sup>2</sup>	V1	ZE 39-50 et 51
CHARMES-SUR-L'HERBASSE	Les Pinattes	1190 m <sup>2</sup>	V2	
CHARMES-SUR-L'HERBASSE	Les Pinattes	1500 m <sup>2</sup>	V3	

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement joint au dossier de modification. »

## Article 2.3 – Consistance des installations classées

L'installation classée sera composée de trois bâtiments d'élevage de volailles de chair sur litière accumulée en claustration pouvant recevoir :

Bâtiment V1	28 000 emplacements de poulets
Bâtiment V2	28 000 emplacements de poulets
Bâtiment V3	29 000 emplacements de poulets
Total	85 000 emplacements de poulets

## Article 3 :

L'article 23.1 de l'arrêté préfectoral n°10-3297 du 10 août 2010 est modifié comme suit :

### « Article 23.1 – Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections que son élevage produit et d'en connaître la valeur fertilisante.

Type d'effluents	Volume ou masse produit par an	Valeur agronomique		
		N (kg/an)	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (kg/an)	K <sub>2</sub> O (kg/an)
Fumier	749 tonnes	17 850	9 563	19 125

## Article 4 :

L'article 36 de l'arrêté préfectoral n° 10-3297 du 10 août 2010 est abrogé.

### **Article 5 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

### **Article 6 :**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de CHARMES-SUR-L'HERBASSE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de CHARMES-SUR-L'HERBASSE fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme l'accomplissement de cette formalité.


Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 7 :**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, la directrice départementale de la protection des populations de la Drôme et le maire de CHARMES-SUR-L'HERBASSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **09 JAN. 2022**

La préfète,

Par intérim,  
La Directrice de Cabinet  
  
Delphine GRAIL-DUMAS